



**CENTRE DE DEVELOPPEMENT
SOUS - REGIONAL POUR
L'AFRIQUE DE L'EST (CDSR - AE)**

**VERS LA COOPERATION ET
L'INTEGRATION SOUS-REGIONALE
INFORMATION: RAPPROCHEMENT
DES PEUPLES**

31963

**BULLETIN DE DEVELOPPEMENT: COOPERATION ET
INTEGRATION DE LA SOUS - REGION DE
L'AFRIQUE DE L'EST**

**N° 2
Decembre 1997**

**Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
VERS LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE AFRICAINE**

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL POUR L'AFRIQUE
DE L'EST (CDSR - AE)**



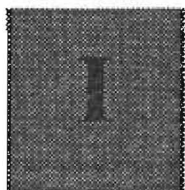
**BULLETIN DE DEVELOPPEMENT: COOPERATION ET
INTEGRATION DE LA SOUS - REGION DE
L'AFRIQUE DE L'EST**

Sommaire*

Pages

I.	Avant-propos: Les Etats membres et le redressement économique de la sous-région de l'Afrique de l'Est <i>Peki Kana Kwala</i>	1
II.	Madagascar : Politique de mobilisation de l'épargne locale	2
III.	République Démocratique du Congo (RDC)	7
IV.	Tanzanie	13
V.	Ouganda	15
VI.	Kenya	19
VII.	Ethiopie	22
VIII.	UNOPS (Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies) Programme de réhabilitation	26
IX.	Région des Grands Lacs	28
X.	Les institutions Sous-Régionales de Coopération et d'Intégration	30

* Les vues exprimés dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du CDSR ou de la CEA



Avant-Propos: Les Etats membres et le redressement économique de la sous-région de l'Afrique de l'Est

Peki Kana Kwala, Directeur, CDSR/AE

Le redressement économique intervenu en Afrique subsaharienne est dû en grande partie à une forte augmentation des exportations et à une importante remontée des cours des produits de base". C'est ce que souligne la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) dans son dernier rapport.

Cette relance reste toutefois fragile puisque tributaire des facteurs conjoncturels. "Capitaliser" cette croissance serait de rigueur en cas de baisse des prix afin d'éviter la régression.

A coté de ce mécanisme du commerce international, la quasi totalité des pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est procède actuellement à une plus large ouverture afférente à son modèle de développement:

La création d'un environnement propice pour les investissements, la politique de mobilisation de l'épargne locale, la réhabilitation et les nouvelles tracées des voies de communication, entre autres, s'inscrivent dans le cadre du nouvel essor économique.

La mise en chantier des projets d'intégration économique et les efforts entrepris par les Etats membres d'une part et par les donateurs et les institutions de financement d'autre part, expriment la volonté des uns et des autres de contribuer au développement de la sous-région de l'Afrique de l'Est.

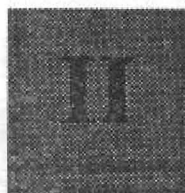
Dans cette perspective, décideurs et opérateurs économiques, par le biais de leurs institutions de coopération bilatérale et multilatérale, oeuvrent également pour promouvoir le processus d'intégration de la sous-région.

Comme l'a fait entendre dans son message M. Kofi ANNAN, Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies est résolue à collaborer activement avec le continent afin de créer les conditions d'un développement propres à l'Afrique. Et d'ajouter: "le continent africain se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les perspectives de développement sont, à maints égards, plus favorables qu'elles ne l'étaient. Je n'en veux pour preuve l'amélioration des taux de croissance économique, l'importance que les pays

africains attachent de plus en plus aux réformes économiques, la consolidation de la démocratie dans nombre de pays et le dynamisme du secteur privé et de la société civile. La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique a joué et continue de jouer un rôle important dans le développement de l'Afrique".

Quant à M. K. Y. Amoako, Secrétaire Exécutif de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) dans une des ses interventions s'est engagé à aider l'Afrique à mettre en oeuvre son programme d'intégration. Intégration des marchés par la libéralisation des échanges, l'harmonisation monétaire et la participation du secteur privé, d'une part et l'expansion et l'inter - connexion des infrastructures matérielles africaines, d'autre part.

Cette publication se donne pour objectif la vulgarisation des efforts concertés des états membres pour mobiliser l'épargne locale et faciliter l'afflux des investissements nécessaires pouvant contribuer au développement national et sous-régional. ■



Madagascar Politique de mobilisation de l'épargne locale

Avant d'entrer dans le vif du sujet l'on doit retenir que Madagascar est une grande île de l'Océan Indien séparée de l'Afrique par le canal de Mozambique. Madagascar couvre une superficie de 592.000 km² et compte à-peu-près une dizaine de millions d'habitants.

Comme la plupart des pays africains Madagascar fait partie du monde en voie de développement et les dirigeants malgaches sont à pied d'oeuvre pour sortir la grande île de l'état endémique de sous-développement qui l'étouffe. Les phénomènes naturels adverses tels que El Nino, et l'enclavement général ne militent pas en faveur du développement socio-économique de la Grande île.

En effet, le sud-est de Madagascar a été victime du passage des cyclones (Fabiola et Gretella) d'une grande ampleur. Un appel d'assistance d'urgence à la communauté internationale a été lancé par le gouvernement qui a sollicité l'appui de la F.A.O. pour l'aider à estimer l'impact des cyclones sur la population, les cultures et les infrastructures, les perspectives alimentaires et les

actions à développer pour la relance urgente de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des pêches et la réhabilitation urgente des infrastructures d'irrigation dans les zones affectées.

En outre, suite aux passages de ces cyclones, les conditions ont été réunies dans le sud-est sud / sud-ouest de Madagascar pour un développement massif des criquets toujours en vigueur (éclosions, puis invasions jusqu'en dehors de l'aire grégoriennes). Les interventions de la F.A.O. portaient sur l'assistance technique, l'achat d'insecticides et le règlement des heures de vol (prospection et épandage).

L'évaluation de la situation faite par le projet a permis de faire ressortir l'ampleur du danger qui menaçait le sud/sud-ouest de l'île et a donné lieu à la mise en place d'une opération de plus grande envergure à laquelle d'autres bailleurs bilatéraux ou multilatéraux ont accepté d'apporter leur contribution: France, Grande-Bretagne, Norvège, Union Européenne, Luxembourg, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement et le P.N.U.D.

Déjà handicapé par un retard considérable sur le plan socio-économique, Madagascar ne peut donc que s'appuyer sur ses relations avec le monde extérieur et sur l'apport financier des bailleurs de fonds, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux.

Par ailleurs, sur la base des constats des problèmes de financement du monde rural, le gouvernement malgache a pris l'initiative d'expérimenter une nouvelle approche visant à faciliter l'accessibilité des financements aux ruraux. Il s'agit de mettre en place un système financier fondé sur les principes mutualistes. Le changement fondamental apporté consiste à développer la mobilisation de l'épargne locale pour le recycler en crédit comme un moyen de promouvoir la création de mutuelles d'épargne et de crédit financièrement autonomes et pérennes.

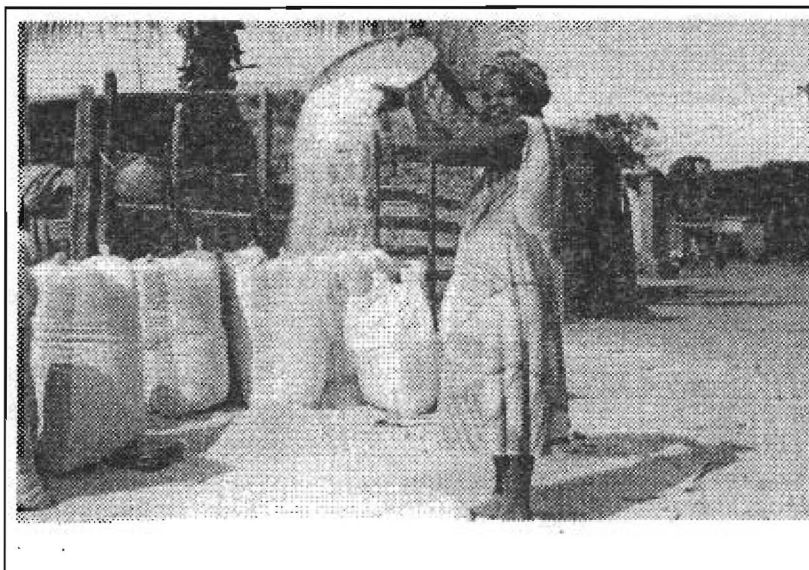
Le gouvernement a donc décidé de mettre en place un projet pilote dont la mise en oeuvre est fondée sur l'expérimentation du mouvement national mutualiste.

Rappelons que depuis plus d'une vingtaine d'années, le Fond International de Développement Agricole (F.I.D.A.) a financé six projets à Madagascar.

Trois sont déjà clôturés (MNGOKY, ODR 1, ODR 2) et trois autres projets : le projet du MANDRARE, du Moyen Ouest et le projet PADANE - sont en cours de réalisation.

Le montant global du prêt accordé par le F.I.D. A s'élève à 8.250.000 DTS, soit 10.8 millions de US. La partie crédit prévue aux agriculteurs est de 1.332.000 DTS. Le fonds d'appui aux initiatives locales est de 333.000 DTS.

En effet, Madagascar appartient au COMESA (Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe) depuis novembre 1993. Il



Vannage de riz
MAHANJANGA (Nord-
Ouest)



Sarclage du riz à la houe rotative
à AMBOSITRA
Baut plateau)

participe aux activités de cette organisation malgré son appartenance partielle. Une intégration totale et définitive de Madagascar à certaines sessions du COMESA serait bénéfique pour l'organisation et pour Madagascar.

A cet égard il y a lieu de mentionner la participation effective des instances gouvernementales aux divers organes du COMESA. La mise en oeuvre de la convertibilité du Franc Malgache au sein de l'espace COMESA et la mise en oeuvre de la loi sur l'abaissement tarifaire pourront permettre aux marchandises de Madagascar à destination des pays membres du COMESA d'être plus compétitives.

Source photos : Direction de la Vulgarisation (Ministère de l'Agriculture)

D'autres part, Madagascar entretient des relations commerciales avec les pays de la Commission de l'Océan Indien (COI). Ce qui fait que la grande île participe aux activités de la COI en matière de coopération commerciale, notamment dans la recherche des voies et moyens de promouvoir les échanges entre les pays membres, et cela dans le cadre du Comité Régional des Echanges Commerciaux (CREC). Il a été donc institué l'arrêté du 27 mai 1994 portant création du CREC NATIONAL pour consacrer une plate-forme de concertation composée d'organismes publics et privés concernés pour suivre les actions initiées au niveau régional et coordonner les mesures à prendre au niveau national.

En général les échanges commerciaux de Madagascar avec les pays de la COI représentent une faible proportion par rapport aux échanges totaux de la Grande île. L'île Maurice et La Réunion qui ne s'inscrivent pas dans la sous-région en sont les principaux partenaires. La balance commerciale est cependant excédentaire au profit de Madagascar.

Les produits exportés sont essentiellement des fruits de mer, c'est à dire crevettes, langoustes, légumes, oignons, piments..., céréales (pois du Cap, haricots) les viandes bovines.

En ce qui concerne l'importation, les produits

importés sont variés. Ils comprennent les engrais, les huiles, les machines et appareils, etc.. Ils proviennent surtout de l'île Maurice.

Dans le cadre de l'intégration régionale, la mise en place d'un accord commercial régional s'avère nécessaire pour l'accroissement des échanges et pour la diversification des produits exportés.

A ce propos il est opportun de rappeler l'existence du Programme Régional Intégré de Développement des Echanges (PRIDE) qui fonctionne depuis le mois de Mai 1996 pour une durée de cinq ans. Il a été conçu, dans le cadre de la Commission de l'Océan Indien (COI) pour remédier à une situation paradoxale à savoir: faible échanges commerciaux entre des îles proches l'une de l'autre, aux ressources et économies complémentaires. Ces échanges commerciaux atteignent à peine 3 % du volume global des échanges effectués dans la région. Pour remédier à cette anomalie, le PRIDE se fixe comme objectif principal, le renforcement du processus d'intégration régionale des pays concernés. A cette fin, l'accent est mis sur le développement intensif des relations économiques et commerciales.

Le PRIDE, dont le financement d'un montant de 10,5 millions d'Ecu est assuré par l'Union Européenne, s'appuie sur la libération des échanges, des services et de

capitaux ainsi que sur la levée des contraintes techniques et financières susceptibles de limiter la marge de manoeuvre du secteur privé.

Le PRIDE s'adresse aux opérateurs économiques privés des pays de la COI. Quatre volets forment l'essentiel de ses activités : la promotion des échanges économiques et commerciaux, la normalisation et la qualité des produits, la diffusion d'informations commerciales auprès des opérateurs économiques, l'octroi de facilités financières à ces derniers. En somme, il s'agit pour le PRIDE, de développer les relations entre les opérateurs économiques et, surtout, de promouvoir un secteur privé régional plus compétitif.

La promotion des échanges économiques et commerciaux comprend la mise en relation des opérateurs à travers l'organisation de missions commerciales, de rencontres interentreprises, le développement du partenariat d'entreprises, la formation des opérateurs au commerce extérieur.

Dans le domaine de la normalisation et de la qualité des produits, les actions sont menées à partir de Maurice (Port-Louis). Elles consistent à appuyer les pays (Comores, Madagascar) à se doter de bureaux de normes, à susciter la collaboration et la coopération technique sur les questions de normalisation, et à favoriser

l'adoption des normes internationales par les entreprises de la région.

La diffusion des informations économiques et commerciales sera assurée à partir de la base des données régionales dénommée COI-INFONET qui sera bientôt opérationnelle. Cette base de données permettra de répondre aux besoins des opérateurs en informations fiables sur le commerce en général, les statistiques, les réglementations en vigueur, les opportunités d'affaires.

Les échanges extérieurs de Madagascar

Les échanges extérieurs sont actuellement l'objet d'une libéralisation. Ils n'échappent pas à l'emprise d'un système de mondialisation de plus en plus contrôlé par les puissances économiques mondiales. Les pays du Tiers-Monde, surtout les pays moins avancés comme Madagascar, dépourvus de moyens pour sortir du sous-développement, s'efforcent quand même de jouer le jeu, face à une concurrence commerciale inégale et féroce.

La libéralisation que Madagascar a engagée depuis quelques années a ses effets économiques. Au niveau des

échanges avec l'extérieur, sources directes des devises étrangères du pays, le volume des exportations a connu une augmentation de 14 %. Dans une certaine mesure, c'est déjà un acquis dû à la diversification des produits exportés. Cette augmentation a pu en effet dégager un excédent de 33 % en valeur, si on compare les recettes de 1994 à celles de 1997.

Les exportations dépendent désormais des produits non traditionnels. Autrement dit, les nouveaux produits plus compétitifs génèrent effectivement de nouveaux débouchés sur le marché mondial et, partant, de nouveaux partenaires commerciaux.

Deuxième source de devises: l'exportation des ressources halieutiques valorise les échanges extérieurs. Etant donné les atouts dans ce domaine, c'est une filière qui devient prometteuse. L'exportation des crevettes, entre autres, a augmenté de 45 % en valeur et de 20 % en volume depuis 1995.

En outre, la reprise de la commercialisation des cultures industrielles contribue également à l'amélioration des recettes d'exportation. Les produits tels que le coton, le sucre, le sisal, jadis utilisé en grande partie pour les besoins des industries locales, se trouvent actuellement favorisés par l'évolution de leurs cours internationaux par rapport à ceux des produits traditionnels.

Certes, ces nouveaux produits d'exportation, n'ayant pas encore de volume assez considérable par rapport à ceux des autres produits traditionnellement exportés, dégagent néanmoins des avantages non négligeables. C'est par leur valeur économique que Madagascar a pu renforcer et varier les opérations commerciales avec l'extérieur. C'est l'une des raisons pour laquelle le pouvoir en place essaie de rentabiliser la filière viande. Une filière, qui avec l'halieutique, a connu une prohibition éphémère sur le marché européen à cause de leur conditionnement douteux. Mais la mesure a été levée depuis.

Comme on peut le constater, malgré les mesures tendant à améliorer la balance de paiement, entre autres la restriction des importations et le renforcement des exportations, le commerce extérieur de Madagascar ne s'améliore guère. Tant que ses exportations seront basées sur les produits agricoles et les matières premières, on peut affirmer que ses échanges extérieurs ne permettront qu'une économie fragile et dominée à l'échelle internationale.

Les autorités malgaches ne semblent pas être animées par de tel septicisme puisque depuis déjà quelques temps elles s'efforcent d'apporter par tous les moyens possibles une amélioration graduelle de l'état

socio-économique de cette grand île de l'Océan Indien.

Pour être à jour, le projet de budget 1998, étudié en décembre dernier par l'Assemblée Nationale, prévoit 7.194 milliards Francs Malgaches (FMG) de dépenses. A titre de comparaison, le budget de l'année dernière s'élevait à 6.949 milliards de FMG.

Rappelons qu'il existe à Madagascar des ressources naturelles végétales et animales

Pour terminer un accord triennal FASR - conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) d'un montant de 81.36 million de DTS a été approuvé le 27 novembre 1996.

uniques au monde, et d'intérêt économique considérable pour le pays. Ces ressources sont actuellement quasiment inexploitées et risquent de disparaître avant de l'avoir été car des menaces environnementales importantes pèsent sur elles en raison de la pression des activités humaines qui s'accroît d'année en année. ■



Republique Democratique du Congo (RDC)

La traversée par l'Equateur est limitée à l'Ouest par l'Océan Atlantique et la République du Congo, au Nord par la République Centrafricaine et le Soudan, à l'Est par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie et au Sud par la Zambie et l'Angola. La forêt qui occupe toute la cuvette centrale couvre environ 48 % de la superficie totale du pays et est entourée de savanes arbustives d'abord et ensuite herbeuses. Avec sa superficie de 2.345.409 km² ; sa population estimée en 1996 à 45.000.000 habitants, soit une densité moyenne de 19 habitants/km². La RDC est l'un des pays africains les moins densément peuplés. Le pourcentage de la population active était estimée à 63.6% ; tandis que la population féminine est estimée à 50.8%. Le taux annuel de croissance démographique est de 3.2%

L'Economie congolaise est largement tributaire des services, de l'industrie surtout minière et de l'agriculture. Les principales ressources minières sont le cuivre, le diamant, l'or, le cobalt, le zinc, l'étain, le cadmium, le charbon, le manganèse, le pyrochlore et le gaz méthane du Lac Kivu. Le pays dispose aussi d'immenses ressources agro-sylvo-pastorales et

hydroélectriques susceptibles de contribuer significativement au développement socio-économique de la sous-région.

Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées couvrent à la fois la RDC. Il s'agit de la CEPGL, du COMESA et de l'ACTT/CN. La RDC est également membre de la CEEAC.

Sur la voie de l'édification économique et du développement.

La République Démocratique du Congo a conçu un plan d'édification qui s'étale sur trois ans dénommé : Programme Triennal Minimum. Le Programme Triennal a pour objectif global de reconstruire à court terme le tissu économique et social du pays dégradé pour ne pas dire détruit par une gestion de plus de trois décennies qualifiée d'autocratique.

Programme Triennal Minimum 1997 - 1999

Les priorités de ce programme sont dictées par le souci de mettre en place, en

République Démocratique du Congo, une économie sociale de marché laquelle sans une réhabilitation des infrastructures de base dégradées et des structures sociales vraiment très affaiblies ne peut être possible.

Ce programme recherche donc un intérêt social optimum sur la base de :

1. la réhabilitation des infrastructures de transport ;
2. la mécanisation et la modernisation de agriculture ;
3. la relance de la production minière et agricole par l'industrialisation lourde avec un accent particulier sur l'industrie agro-alimentaire ;
4. la réhabilitation des infrastructures sociales par l'alimentation en eau potable et la fourniture de l'énergie électrique à toutes les provinces du pays et la réhabilitation des infrastructures hospitalières et de l'éducation .
5. la chasse au chômage par la création des emplois .

En termes économiques et financiers, pour atteindre ces objectifs prioritaires, une enveloppe évaluée à un milliard et demi de dollars américains s'avère donc indispensable. Cette enveloppe contiendra les ressources nationales mobilisables grâce à une gestion saine des finances publiques et à la bonne gestion des richesses nationales et les ressources extérieures mobilisables grâce à

la relance imminente de la coopération tant bilatérale que multilatérale.

La répartition de ce montant global des investissements pour la période couverte par le programme se fera au prorata de la contribution de chaque province au PIB et des besoins totaux exprimés dans le cadre des projets d'investissements.

Seuls les projets d'investissements cadrant avec les priorités définies pour la réhabilitation des infrastructures économiques et sociales et de l'Etat seront sélectionnés, classés et retenus. Les critères de rétention seront donc liés aux études de faisabilité et de rentabilité économique et financière. Une attention particulière sera accordée aux projets dont le taux de rentabilité économique sera largement élevé et à ceux dont le coût de réalisation sera le moins élevé que possible.

Des mesures d'accompagnement seront prises tout au long de l'exécution des projets retenus et la politique d'optimisation des investissements déjà en place par le biais soit de projets de leur réhabilitation, soit de leur extension sera aussi de mise. Pour les nouveaux investissements, la priorité sera donnée à ceux dont le taux de rentabilité économique sera plus élevé et susceptible d'asseoir une économie sociale de marché en République Démocratique du Congo.

Programme d'investissement

Le montant global des investissements sera réparti pour les 3 ans de la manière suivante :

1997 - 1998 = 1ère année du programme : 500.000.000 \$ US
1998 - 1999 = 2ème année du programme : 500.000.000 \$ US
1999 - 2000 = 3ème année du programme : 500.000.000 \$ US

Total	1.500.000.000 \$ US
-------	---------------------

En 1999, grâce à la réalisation de ce programme, plus de 50 % des besoins totaux du pays seront couverts et pour certaines provinces, cette couverture sera plus élevée. Dans d'autres même, une meilleure adéquation production/consommation pourrait être atteinte.

Les mesures d'accompagnement

Pour une bonne exécution de ce programme, des mesures d'ordre juridique, administratif, institutionnel, économique financier et formationnel seront prises pour supprimer tout obstacle.

Les effets multiplicateurs attendus

A termes, le programme aura permis une réhabilitation des infrastructures de base, économique et sociale, une intermédiation financière, une intégration économique nationale, l'unité nationale, une maîtrise de l'inflation et une réduction sensible du taux de chômage.

Après 3 ans, le pays pourrait donc se doter des structures capables de supporter le poids d'un développement équilibré et durable, bref, d'un cadre macro-économique bien assaini.

En rétrospective, signalons qu'entre 1958 et 1996, la population du pays a triplé, passant de 15 millions d'habitants à 45 millions, alors que la production par habitant a diminué de 65 % en valeur estimative. Le Produit Intérieur Brut est de l'ordre de 115 dollars américains en 1996 contre 377 dollars en 1957. Selon la Banque Nationale du pays, ce PIB a baissé de 8,9 % par an en moyenne depuis 1965, soit de 11,7 % par habitant et par an. Le PNB par capital qui est l'un des plus faibles du monde (150 \$US) accuse du reste un taux de croissance négatif (- 2,8 %) en 1996.

L'économie s'est vue donc contrainte de se replier sur des activités informelles qui, selon la Banque Nationale, fournis près de 80 % actuellement de la production intérieure brut marchande. Ce dynamisme de ce secteur se trouve donc dilué

par la mauvaise qualité des infrastructures, la faiblesse de la demande, la pénurie d'énergie et d'intrants, l'inflation et le manque de crédits.

Le secteur moderne orienté vers l'exportation s'est, en revanche, rétréci. La gamme des produits exportés s'est sensiblement réduite pour ne plus comprendre que les produits minéraux, l'huile, le café et les bois tropicaux. Les exportations de ces produits traditionnels ont failli même disparaître et accusent des baisses formidables.

La redynamisation des milieux ruraux entre autres devra soutenir la croissance dans les manufactures des villes, pour infléchir enfin de compte l'ensemble de l'évolution de l'économie nationale. Il y a donc lieu d'établir un relais accessible entre les centres urbains et les milieux paysans. L'avantage de ce mode de développement, partant de la base vers le sommet, tient au fait qu'il est le seul à être solide et durable, parce qu'il permet à la base de se prendre elle-même en charge. Ainsi donc dans le cadre de la Conférence Nationale sur la Reconstruction qui se fixe pour objectif, écouter la base congolaise afin qu'elle définisse elle-même son modèle de développement à partir des besoins qui lui sont propres, la conférence provinciale en prévision aura à traiter des thèmes relatifs à la reconstruction nationale, dans des sous Commissions suivantes:

Sous Commission de la Reconstruction Nationale et la Société	
"	" de la Démocratie et la Paix
"	" de l'économie
"	" Culturelle.
"	" du Cadre de vie
"	" de la Coopération Internationale

Le plan Triennal met plus particulièrement l'accent sur le fait de promouvoir la production agricole des villages et la mobiliser vers les centres de négoce. La nécessité de réhabilitation de routes de desserte agricole est alors la condition A SINE QUA NONE A. C'est ainsi que les autorités ont à maintes reprises lancé des appels pour des réunions populaires de concertation invitant propriétaires et utilisateurs du transport en commun et ingénieurs de pont et chaussé - en vue d'un large éventail représentatif du secteur.

Le patrimoine routier de la République Démocratique du Congo totalise 152.400 km repartis comme suit :

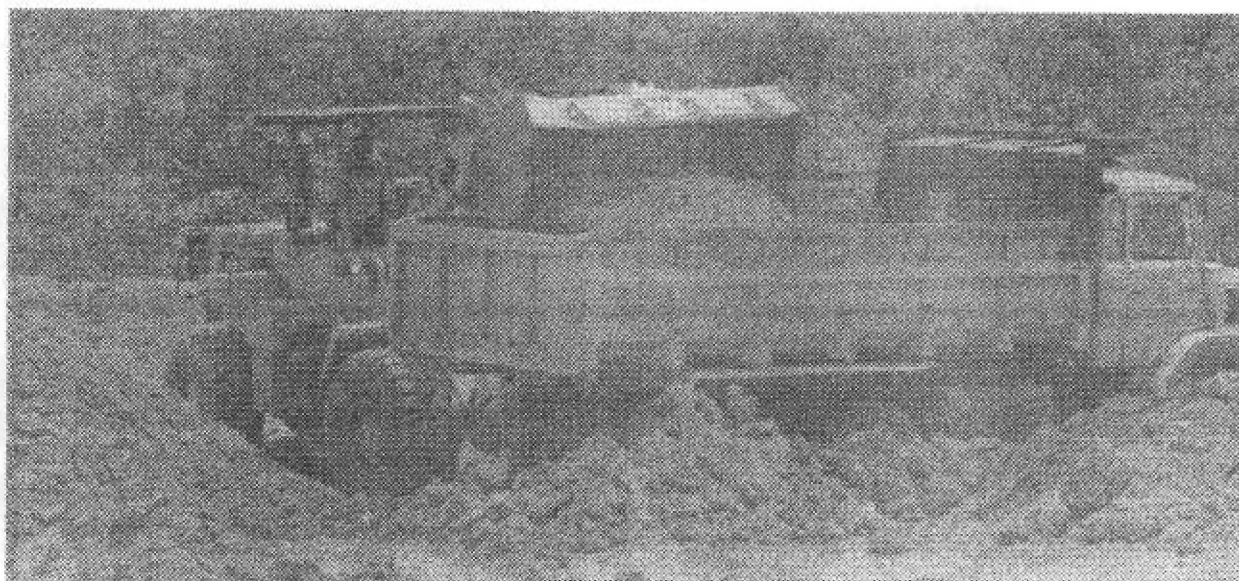
- 145.000 km de routes d'intérêt général et local et
- 7.400 km des voies urbaines.

La responsabilité de la gestion du réseau routier national est assurée par trois opérateurs institutionnels :

L'Office des routes (ODR), le Service National des Routes de Desserte Agricole (SNDRA)

et l'Office des voiries et drainage (OVD), respectivement pour les routes d'intérêt général, les routes d'intérêt local et les voiries urbaines.

La mise en oeuvre du Programme Routier Prioritaire issu de la réforme a révélé la nécessité pour l'office des routes d'étendre sa responsabilité sur environ 10.000 km supplémentaires. Pour remplir sa mission l'Office des routes gère un parc du matériel d'une valeur d'environ 100 millions U.S.D. Une action d'envergure sera nécessaire en faveur du renouvellement du parc du matériel dans une proportion conséquente pour restaurer la capacité d'intervention de la Régie de l'Office des Routes.



Réfection de la chaussée
en Décembre 1997

KINSHASA - MATADI



Etat de la
route
dégradée en
Novembre
1997

KINSHASHA
- MATADI

Asphaltage de
la traversée de
la ville de
KASANGULU
(entre
Kinshasa et
Matadi)



L'évaluation financière du Programme Triennal a été faite sur base de standards d'entretien et des coûts unitaires estimés dans le Programme Routier Prioritaire issu de la réforme de l'Office des routes et consolidés par l'expérience de cinq premières années de son exécution.

Le coût global du Programme Triennal est évalué à 1.315.320.000 USD

La Commission européenne - un des organes pourvoyeurs d'envergure de la République Démocratique du Congo a estimé à 65 millions d'Ecu - la réhabilitation et l'entretien de plus de 600 km de routes nationales et de plus de 4.000 km de routes de desserte agricole.

A partir de la fin de 1994, avec le renforcement de transition, la commission européenne a augmenté et élargi son aide humanitaire. Cette aide humanitaire élargi a pris forme d'abord dans le domaine de la santé, puis de la sécurité alimentaire et enfin dans le secteur routier et celui de la production et commercialisation des produits de base dans le cadre des programmes d'appui et à la réhabilitation.

La Banque Mondiale - éclipsée de toute scène d'intervention et d'assistance - vers la fin de la II^{ème} République a rouvert ses locaux à Kinshasa pour reprendre ses activités.

Les agences spécialisées de l'ONU, notamment le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) oeuvrent d'arrache - pied sur le terrain.

Depuis l'année dernière, un effort particulier a été engagé en faveur des populations locales, sous forme d'un Programme Humanitaire Elargi, lancé dans les deux régions du Kivu. A ce jour, plus de 150 projets humanitaires dont 43 sont déjà terminés. Ils ont été financés par les Agences des Nations-Unies représentées sur place. La majorité de ces projets, localisés sur 121 sites, ont été et sont actuellement exécutés par une cinquantaine d'ONG nationales et internationales. Ils couvrent les domaines de développement prioritaires tels que l'alimentation et l'agriculture, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable et la protection de l'environnement, et s'inscrivent dans un cadre A post - réfugiés A appelé à se déployer au cours des années 1997 - 1998. D'autres programmes encadrés par le PNUD - et exécutés par l'UNOPS (Office for Project Services) apporteront un cadre plus exhaustif de lutte contre la pauvreté.

Le phénomène d'El Nino qui s'est généralisé dans presque toute la sous-région de l'Afrique de l'Est a provoqué de sérieuses inondations notamment causées par le fleuve Congo vers la mi-janvier de cette année et frappé

Bien que la mission du PNUD consiste en assistance technique, mais les initiatives envisagées et destinées à appuyer le renforcement des capacités communautaires dans la province orientale expriment bien la volonté et la capacité des Nations Unies de diversifier ses interventions pratiques avec engagement des dépenses en capital en cas de nécessité.

Il est de même pour le Haut Commissariat des Nations - Unies pour les Réfugiés (H.C.R.) qui a organisé une expédition en trois vols au cours de la deuxième semaine du mois de janvier 1998, pour acheminer un lot d'équipements de secours divers et de médicaments en faveur des populations sinistrées suite aux inondations de Kinsangani et de Mbandaka.

Le geste du Haut Commissariat au-delà de sa mission spécifique de protection et d'aide aux réfugiés, représente un gage de solidarité, dans l'esprit des traditions africaines envers la population congolaise à une épreuve supplémentaire au moment où elle s'attelle à une mobilisation décisive dans la voie de sa reconstruction nationale.

Sur le plan économique, les événements à l'Est du pays ont sérieusement affecté les mesures de stabilisation économique, financière et budgétaire qui étaient en cours de réalisation.



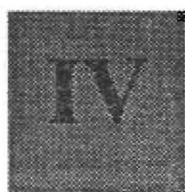
Livraison et distribution des équipements
de secours et de médicaments

africain, il est clair que les masses africaines y auront l'accès, pour leur épanouissement social, technique et culturel. La RDC étant un des grands pôles économiques et géostratégiques du continent, elle représente un enjeu majeur pour l'ensemble de l'Afrique et la réussite de son programme aura un effet d'entraînement considérable non seulement sur le niveau et la qualité de vie de la population congolaise, mais aussi sur les économies des pays voisins avec lesquels, le pays tient à entretenir des relations de bon voisinage

Devant l'ampleur sans précédent de la tâche de reconstruction nationale, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a donc décidé d'élaborer et de traduire dans les faits concrets son programme minimum aux fins de guider et d'encadrer de façon cohérente et cordonnée l'ensemble de ses actions pour L'AVENIR. ■

S'agissant de la coopération et intégration sous-régionale, la RDC membre entre autres du COMESA - précise dans son Programme Triennal qu'elle applique une politique agressive d'ouverture, basée sur une entente sincère et une

solidarité amicale et active avec les peuples du monde. Les liens d'échanges commerciaux doivent être intensifiés sur base égalitaire avec tous les pays épris de paix et de justice. La richesse du pays étant, selon toujours le Plan Triennal, un patrimoine national



Tanzanie

D'une superficie de 945.000 Km² et d'une population de 28.840 millions, la Tanzanie dispose des paysages sont très variés depuis la cote jusqu'à la végétation étagée des montagnes en passant par la forêt claire, des plateaux, la steppe et l'acacia. Cette flore est peuplée par une faune abondante qui attire la curiosité des amis de la nature.

Vers un équilibre économique

Lorsque la République Unie de la Tanzanie a accédé à l'Indépendance en 1961, la contribution totale du secteur industriel au PIB représentait seulement 4 %. Entre 1961 et 1967, le secteur industriel a enregistré un taux de croissance soutenu de 9,8 % en moyenne par an. Mais en 1967 la déclaration d'Arusha, exigeant la soumission des principaux moyens de production à l'autorité de l'Etat fut promulguée.

Un changement supplémentaire, au niveau de la stratégie eut lieu en 1974 - 1975, lorsque la Stratégie Industrielle Fondamentale (BIS) était adoptée, s'étendant sur la période 1975 - 1995. La croissance Industrielle était

planifiée à un taux élevé de 8,8 % par an pendant cette période

On avait prévu qu'un changement structurel dans le secteur industriel serait mis en oeuvre au moyen de l'accroissement de la proportion de la production industrielle qui entraînerait une augmentation du PIB de 7 % en 1970 à 18,8 % en 1995

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie industrielle fondamentale, plusieurs projets industriels, y compris des industries à petite échelle ont été initiés sur base des matières premières locales. Ainsi la Tanzanie a pu bénéficier des expériences dans la production des textiles, du cuir, des produits de cuir, de la pâte à papier, de papier et du ciment.

L'emploi a progressé de 74,076 en 1975 à 100,993 en 1980 et est actuellement à environ 160.000. Un certain nombre d'entreprises d'appui ont été mises en place dans les domaines de la recherche et du développement, conception industrielle et l'équipement, formation en matière de compétences techniques, mécanisation agricole et technologie rurale.

Le programme de Survie conomique National (NESR) et le programme d'ajustement structurel (SAP)

Dans le cadre de la mise en oeuvre du NESP et SAP, le gouvernement a lancé une série de programmes de gestion macro-économique. Ces programmes n'ont pas réussi à réaliser les objectifs visés. Par conséquent, la République Unie de la Tanzanie a adopté un programme de redressement économique ERP I et ERP II.

Politiques d'investissement

Le programme ERP comporte une réforme plus profonde des politiques d'investissement portant sur la réduction du rôle du secteur public en faveur du secteur privé dans le développement industriel. A cet effet le gouvernement a mis en oeuvre en 1990, une politique d'investissement et un acte de l'investissement (Promotion et Protection). Un centre de promotion de l'investissement fut créé pour servir de centre unique de concentration des moyens mis sur pied pour promouvoir les nouveaux investissements. Certaines mesures flexibles ont été prises pour encourager la promotion du secteur privé, à savoir:

(1) Les activités industrielles et commerciales peuvent être autorisées dans les zones économiques libres; (2) Les activités industrielles autorisées comprendront: le textile, l'habillement; l'électronique; les chaussures; la machinerie; l'ordinateur, la bijouterie; les produits de bois et les télécommunications; (3) Les activités commerciales autorisées comprendront: l'entreposage et l'emménagement; le regroupement et le tri, le calibrage, le nettoyage, le mixage, l'emballage, le reconditionnement, le traitement mineur. Les mesures d'encouragement pour attirer les investissements comportent surtout l'exonération de taxes. Les personnes physiques ou morales bénéficient de cette disposition, seront exemptés de paiement des droits de douane, des impôts et des taxes, sur tous les produits importés vers les zones économiques libres en vertu de sa licence. Toute somme versée sous forme de dividende à un actionnaire, par une société d'exportation après le jour de la production et dans les 5 années suivantes, sera exempté de taxes.

S'agissant des Codes d'investissement, tout investisseur devra payer une indemnité au propriétaire du terrain alloué à un tel

investisseur. Une telle indemnité portera également sur toute amélioration effectuée sur ledit terrain ou sur tout profit, profit provenant du terrain et réalisé par un tel investisseur. Cette indemnité devra être équitable, et versée intégralement et promptement.

Bien que la structure du secteur industriel ait été modifiée au début des années 80, elle présente les caractéristiques suivantes :

- Une forte concentration dans le secteur public
- Une concentration industrielle dans les centres urbains
- Un faible niveau de participation du secteur privé, en particulier par rapport à l'afflux des investissements étrangers directs.
- Des industriels à grande échelle comportant un capital de technologies intensives et de faibles liaisons internes et externes.
- Une grande capacité d'importation
- Un endettement croissant avec un manque de fonds de roulement, en particulier en termes de devises.
- De faibles niveaux d'exportation de la capacité industrielle.

Depuis 1991, après la mise en oeuvre du programme de

redressement économique en Tanzanie, la croissance annuelle moyenne du secteur industriel est de 2,3%, alors que la contribution au PIB des autres secteurs est en moyenne de 8,1% de l'ensemble des profits de l'exportation du pays. A ce jour la capacité d'exploitation industrielle s'élève en moyenne à 40 %.

Il y a lieu de souligner que l'Union Européenne demeure l'une des principales institutions de financement de soutien pour la réalisation du programme de redressement économique de la Tanzanie.

Le Fonds Monétaire International (FMI) a accordé début décembre un prêt de 71,4 millions DTS (97 millions \$US) qui représente la deuxième tranche du crédit de 16.6 millions DTS (220 millions \$US) accordé sur trois ans au titre de la Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR) en novembre 1990 pour soutenir un programme de réformes économiques. La caisse Française de Développement (CFD) approuvé le 11 Décembre une subvention de 22 millions de francs à l'Etat pour le renforcement du réseau de transport d'électricité et pour un essai de la gestion commerciale de la Tanzanie Electric Supply Company (TANESCO). ■



Ouganda

Afflux d'investissements pour le développement national et sous-régional

L'Ouganda, ancien protectorat britannique entre le Soudan et le lac Victoria occupe une superficie de 235,880 Km² avec une population de plus de vingt millions d'habitants pour une densité de 88 personnes au Km². Le coton, le café et le thé constituent les principales ressources agricoles.

Bien que l'Ouganda ait connu une succession ininterrompue d'instabilité, il n'en demeure pas moins que la situation économique s'est améliorée. Le pays qui exporte aujourd'hui en Europe 20 millions de roses par an était jugé irrécupérable il y a un peu plus de douze ans.

Bien que la catastrophes telles que le phénomène ce EL NONO, l'épidémie de choléra et le SIDA aient quelques peu terni l'image du pays - du moins sur le plan touristique - il n'en demeure pas moins vrai que les pays donateurs s'intéressent de plus en plus à l'Ouganda qui continue à bénéficier d'apports financiers et d'investissements qui améliorent énormément les réformes économiques dans le cadre du programme d'ajustement structurel prôné par la Banque Mondiale. En moyenne l'Ouganda avait reçu,

sous forme d'aide étrangère, la somme de 608.9 millions de dollars durant les quatre dernières années. Les déboursements totaux en 1995 étaient de l'ordre de 658,264 millions de dollars représentant une augmentation de 7,8% et 54,6% de programme d'aide et d'assistance de réhabilitation. En général, l'afflux d'aides et d'assistances se poursuit depuis 1994.

A côté des aides bilatérales ou multilatérales dont bénéficie largement l'Ouganda, il faut également évoquer l'assistance qu'ont apporté et continuent d'apporter les diverses agences de Nations Unies, à savoir le Programme des Nations Unies pour le Développement "PNUD" qui joue un rôle important dans ce pays de l'Afrique de l'Est.

Il faut, en effet, rappeler que le premier cycle de coopération entre le PNUD et le gouvernement Ougandais a commencé en 1972 mais a été interrompu pour cause de guerre et d'insécurité spécialement durant la période 1977 - 1979. Les principaux domaines de formation professionnelle comprenaient la formation du personnel gouvernemental spécialement celle concernant

les départements du plan. En 1979, le soutien du PNUD était tourné vers l'assistance humanitaire par suite de la guerre. Le second programme de coopération du début des années 80, qui avait été également interrompu sporadiquement par un conflit civil, était centré sur l'apport d'assistance alimentaire aux populations victimes de la sécheresse dans les régions ravagées par la guerre.

De 1988 à 1991, le troisième programme PNUD/Ouganda a été mis en oeuvre avec une attention spéciale de rehausser des capacités de planification et de financement des institutions du secteur public de l'Ouganda, sévèrement affectées par des années de conflit civil. L'autre volet visait le soutien intégré au développement rural et à la productivité agricole qui avaient souffert durant les années de conflit.

Les projets financés par l'entremise de ce programme, comprennent le développement de l'industrie, d'horticulture et celui de l'industrie laitière. Une politique nationale sur la laiterie et les produits dérivés a été mise en oeuvre, l'extension d'un personnel spécialisé et des ressources pour des revenus ménagers ont été diversifiés.

Le PNUD apporte aussi son soutien au réaménagement de dix hôpitaux de districts du pays et appuie le programme de contrôle du SIDA. En outre, 700 Km de routes de raccordement ont été réparés dans le sud-ouest d'Ouganda avec le concours financier du Fonds des Nations Unies pour le développement du capital.

D'autres programmes à long terme ont été conjointement conçus et mis en œuvre pour sortir ce pays et son peuple du sous-développement et le hisser au rang des nations en développement.

Presque toutes les agences spécialisées de l'ONU qui opèrent activement sur le terrain sont autant de moteurs qui dynamisent le processus socio-économique de ce pays entouré du Soudan au Nord, du Kenya à l'Est, de la Tanzanie au Sud, du Rwanda au sud-est et de la République Démocratique du Congo à l'Ouest.

Les voyageurs qui se rendent fréquemment dans cette "perle de l'Afrique de l'Est", reviennent enthousiasmés par les facilités qu'accordent les autorités ougandaises aux investisseurs désireux de faire des affaires. Ce qui intéresse le gouvernement ougandais est sans doute l'afflux massif des

investissements. Pour ce faire ils ont tout préparé le terrain et ne demandent que les grands industriels y placent leurs

Depuis 1997, le nombre des investisseurs, requérant de nouvelles licences s'est légèrement accru. Il y a avait des signes significatifs de reprise à partir de la période budgétaire. Ceci démontre que les investisseurs peuvent réagir, et effectivement réagissent à tout changement de politique.

Au fur et à mesure que la situation se décade, avec la promulgation de la loi sur les finances et la loi fiscale, on s'attend à une remontée significative de l'afflux d'investisseurs. L'intérêt croissant que certaines multinationales majeures d'Asie montrent à l'égard de l'Ouganda à la suite de la visite de la "firme Hyundai" en Août 1997, un autre géant asiatique la "Firme Daewoo" s'était récemment rendu dans le pays pour enquêter sur les opportunités potentielles dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. Trois grandes sociétés de Malaisie, ont également effectué des visites pendant la même période.

Pendant la période en cours de l'évolution, l'Autorité chargée

de l'investissement en Ouganda (UIA), a continué de recueillir et de réunir des données pour l'enquête de l'investisseur portant sur la période de juillet 1991 à décembre 1997.

Selon des indications précédentes la proportion de l'investissement programmé par rapport à l'investissement effectivement réalisé est impressionnant à tous les niveaux, c'est un fait qui se reflète bien dans l'ambiance d'investissement du pays.

D'autres programmes de l'UIA ont également considérablement progressé. Un succès significatif a été enregistré dans le cadre du programme des délégués sponsorisés par 'UNIDO, conçu pour cibler l'investissement Britannique. Ce programme a débouché sur le fait, que de nombreux investisseurs anglais ont été attirés pour participer à la récente Foire Commerciale organisée dans le pays. Actuellement, le programme de développement de l'industrie agricole, a atteint un tel degré d'avancement que les termes de référence pour étude de faisabilité, sont prêts. Un certain nombre de financiers internationaux, ont manifesté de l'intérêt pour le financement de cette étude de faisabilité. L'UIA

Recapitulation des statistiques

Juillet - Août 97

Septembre - Octobre 97

Projets sous licence	40	41
Investissement programmé	38.5 m U.S	1.049 m. U.S
Embauche privée	1,853 emplois	1,442 emplois

a de même co-sponsorisé un atelier consacré au transfert des

La récapitulation de statistique ci-dessus reflète un accroissement record significatif au termes d'investissement programmé qui s'explique par deux projets d'énergie sous licence pendant la période concernée. Même si l'on fait abstraction de ces deux projets, les chiffres relatifs à la période septembre - octobre 1997 représentent un progrès sur les deux mois précédents. Ceci soutient le changement croissant notable, survenu pendant de récents mois par rapport au projets de grande envergure à la fois en termes de valeurs et d'emplois-globalement. L'ensemble des projets approuvés depuis Juillet 1991 a atteint 2,316 à la fin d'Octobre 1997, avec un investissement planifié de 4,848 Milliard \$U.S et une embauche prévue de 159,180 emplois.

Operation de promotion de l'investissement

Parmi beaucoup d'autres, une délégation du Groupe Midroc d'Ethiopie, représenté par Mr. Daniel Tegenu et Bezawork Shimelash, s'est rendue en Ouganda pour préparer la soumission de leurs offres financières pour l'achat de l'Hôtel Sheraton. Le groupe qui est un investisseur en Ethiopie est venu explorer d'autres possibilités d'investissement en Ouganda. Ce sont de puissants soumissionnaires pour l'Hôtel Sheraton.

Le pays est membre d'organisations régionales et internationales telles que les Nations Unies (ONU), la Commonwealth, le Mouvement des Non Alignes (NAM), les pays de l'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (ACP), L'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.), le marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD).

Le nouveau gouvernement devait aussitôt affronter la tâche de réunifier le pays, de maintenir l'ordre public et reconstruire une économie qui avait été minée par des années de guerre, de mauvaise administration et de corruption. L'Administration du mouvement de la Résistance Nationale (NRM) doit être louée, pour avoir restauré la stabilité politique en Ouganda par la promotion de la gouvernance démocratique à travers une démocratie participative, en mettant en oeuvre une constitution impliquant la majorité du peuple et dans le respect de la loi égalité, autant de mesures qui sont toutes nécessaires au développement économique.

Une nouvelle constitution fut promulguée le 8 Octobre 1995 et devient exécutoire en Avril 1996. Elle a été rédigée par une Assemblée Constituante qui a été directement élue au suffrage Universel le 28 Mars 1994. La promulgation de la

nouvelle constitution était un jalon significatif pour le processus démocratique, le maintien de l'ordre public et la promotion de la bonne gouvernance.

L'Ouganda a traversé une période de stabilisation, d'ajustement structurel, de dérégulation et d'un degré de libéralisation remarquable. Ceci s'est traduit par le fait que l'économie a enregistré un taux de croissance enviable, et une réduction significative du taux de l'inflation. Cependant, se pose les questions d'apprécier les répercussions de ces reformes par rapport aux questions relatives au ménage rural moyen et à la pauvreté.

Il est difficile de mesurer l'importance globale de ces reformes et de tirer des conclusions. D'abord, il y a beaucoup d'autres facteurs que les reformes fondées sur l'ajustement, qui sont susceptibles d'affecter le niveau de vie. D'autre part l'enquête sur le ménage de 1997 qui a été utilisé à titre de questionnaire diffère significativement de l'enquête sur le Budget de Ménage National. Par conséquent, l'appréciation des changements en termes de pauvreté absolue devient difficile. Cependant, il est possible de faire certaines observations basées sur les données recueillies. On a objecté en faisant valoir que la pauvreté générale n'a pas varié alors que le noyau dur de la

pauvreté a été vaincu. On a également constaté une augmentation marginale de l'écart entre les zones urbaine et rurales.

En attendant, dans le cadre de ses efforts pour éradiquer la pauvreté, le gouvernement a identifié cinq priorités clés dans le Plan d'Action pour l'Eradication de la Pauvreté, à savoir: la sécurité et la bonne gouvernance, l'infrastructure économique, en particulier le secteur routier; accroître l'investissement, l'entretien de la stabilité macro-économique; le développement des ressources humaines, en particulier l'éducation de base et les soins de santé publiques. Pour faciliter la réalisation de ces priorités, le processus de planification a été décentralisé sur l'ensemble des 39 régions de l'Ouganda. La capacité institutionnelle de ces régions, est actuellement en voie d'édification, pour les préparer à ce nouveau défi.

Le code d'investissement

Le code prévoit la loi régissant les investissements locaux et étrangers en Ouganda en fournissant des conditions plus favorables à l'investissement. Il s'agit de mettre en place le Pouvoir d'Investissement de l'Ouganda pour abroger l'acte de Protec-

tion de l'Investissement Etranger et le Décret relatif à l'investissement étranger et pour prévoir d'autres questions annexes.

Dans ce Code "accord" par rapport au transfert de la technologie ou de la compétence étrangère comprend un accord enregistré dans ce code concernant un permis, un savoir faire, une acquisition commerciale, un délai, condition de technologie ou de compétence en Ouganda.

Suite à une convention de prêt signée avec des financiers, au mois de juillet en 1997, la mise en oeuvre du plus vaste projet d'investissement privé jamais entrepris en Ouganda, a été lancé. Il est prévu que la première cathode de cobalt vendable provenant de cette usine de multi-millions de dollars sera produite vers la fin du premier trimestre de 1999.

Entre autres, le conglomérat Mission Sud Africain De Beers et la Société anglo-américaine de l'Afrique du Sud ont visité l'Ouganda en Septembre 1997 pour explorer les possibilités d'investissement dans le secteur minier du pays.

N'oublions pas que l'Ouganda, longtemps miné par une corruption systématique a

lancé une offensive tous azimuts pour en venir à bout. Cette action est soutenue par les dirigeants du pays qui semblent adhérer à l'objectif d'une saine gestion des affaires publiques. Au lendemain de l'indépendance du pays, l'Etat ougandais vivait sous le régime du pillage, des dépenses militaires exorbitantes, des dessous - de - table dans le cadre de marchés publics, de la surréglementation des importations et de la saisie des biens.

L'assainissement de la fonction publique prendra des années mais l'Ouganda enregistre déjà des progrès certains. Outre les réformes économiques et la déréglementation destinées à éliminer les possibilités de rente, les efforts entrepris visent à reformer la fonction publique par une restructuration des effectifs, un relèvement des traitements, une action de formation et une sensibilisation à la déontologie du corps des agents de l'Etat. Il reste certes beaucoup à faire avant de pouvoir affirmer que la corruption est vaincue. Toutefois, l'inspecteur général habilité à enquêter et à engager des poursuites a annoncé qu'il traduira devant la justice les délits de fraude aussi courants que ceux qui portent sur les opérations en douane ou la passation des marchés. Cette annonce devait avoir un effet dissuasif. ■



Kenya

D'une superficie de 583.000 km² et d'une population de près de 27.340 millions, son économie dépend essentiellement de l'agriculture et du tourisme.

L'agriculture occupe 80 % de la population mais seulement à peine 4 % du territoire sont cultivés. Plus de la moitié des terres sont consacrées au maïs, nourriture de base de la population. L'élevage est important.

L'industrie touristique est un des secteurs non négligeables dans l'économie du Kenya. La discipline financière dans la gestion budgétaire milite en faveur de la stabilité économique de ce pays et crée un climat de confiance pour les investisseurs et les touristes.

Quant aux efforts du Kenya pour renforcer la coopération avec ses pays voisins, il faut retenir que ce pays constitue un vrai carrefour des grandes artères de communication et de correspondance aérienne en provenance et vers d'autres destinations.

Point névralgique des voies de communication des pays sous-régionaux

Les grands axes routiers: Des projets routiers régionaux sont approuvés par la 7^{ème} conférence de la Commission Tripartite Permanente.

Le projet routier de Mombasa-Malaba - Katuna est un projet d'intégration d'infrastructure physique sous-régionale. Mombasa est l'unique port maritime international, bien qu'il existe des installations portuaires rudimentaires à Kilifi, Lamu, Malindi, et Shimon. Mombasa dispose des installations nécessaires pour prendre en charge le trafic actuel et futur au port Est vers ou en provenance des pays septentrionaux du corridor nord du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi et de la République Démocratique du Congo (RDC). Ces pays sont desservis par le système routier du corridor septentrional, qui s'agissant du Kenya et de l'Ouganda s'élève de Mombasa à Malasa (Kenya) et de Malala à Katuna (Ouganda).

Le système routier du corridor septentrional consiste en: (a) voie principale de Mombasa - Malaba mesurant près de 958 Km; (b) ligne secondaire de Mau - Summit -

Kericho - Kisumu - Busier mesurant 259 Km et (c) la route départementale de Kericho - Kisini Mukuya - Isabania mesurant 199.5 Km.

La plupart des sections de la voie principale et des lignes secondaires ont été pavées dans les années 60 et 70. Depuis cette période, l'état de ces sections s'est détérioré à cause de norme de conception inadéquates, de manque d'entretien et d'une surcharge due au changement survenu dans le domaine du transport du fret lourd qui a été transféré du chemin de fer vers la route. D'importants investissements ont été nécessaires le long de la plus grande partie du corridor septentrional au Kenya afin d'élever les normes de pavages compatibles avec les contraintes du trafic actuel.

Un investissement supplémentaire est également nécessaire pour réhabiliter et consolider les sections routières dans le corridor.

La réhabilitation et la consolidation des sections de la route de Mombasa - Malaba et de ses lignes secondaires, fournira la qualité de l'infrastructure requise pour soutenir la stratégie économique globale du Kenya. Des voies de Communications rapide, sûre et peu coûteuses entre Nairobi et le Kenya occidental sont indispensables pour augmenter le

volume du transport routier en provenance et vers le port de Mombasa. Cette augmentation permettra au Kenya de disposer des moyens financiers nécessaires pour réaliser son programme de développement industriel.

La route de Mombasa - Malaba est l'une des routes du Kenya, la plus surchargée du trafic routier où à la fois un trafic domestique et international de et vers l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la République Démocratique du Congo.

Des réparations d'urgence, consommeront une large part du budget d'entretien de l'Etat; ce qui affectera l'état des autres routes. Les véhicules locaux et étrangers occasionneront des coûts opérationnels automobiles qui auront des effets négatifs sur les importations et les exportations kényanes et ougandaises.

En 1992, le gouvernement a nommé une équipe de consultant relative à la construction de la route Isiolo-Moyale en tenant compte d'énormes afférentes à l'usage du bitume. Pour répondre aux objectifs de l'étude, la route était divisée en quatre sections notamment: la rivière (136 km) Isiolo-Merille, la rivière Merille-Marsabit (131 km), Marsabit-Turbi (121 km) et Turbi-Moyale (140 km). Le gouvernement préférerait exécuter le projet dans ces sections.

L'étude de faisabilité fût achevée en décembre 1994. Elle a fait ressortir que le projet avait un taux de recettes interne de 4,39. Les résultats n'étaient pas suffisamment encourageants pour considérer davantage le projet. Mais ceci étaient dû au fait que le consultant avait traité Isiolo - Moyale comme un projet national, et ignoré le trafic potentiel qui serait engendré par le projet tels que: (a) le commerce et les liaisons du Kenya et de l'Ouganda avec l'Ethiopie; et l'Erythrée; (b) le commerce par voie terrestre entre la Tanzanie et l'Ethiopie, en prenant en considération le statut récemment acquis de l'Ethiopie enclavée; (c) le trafic vers l'Ethiopie à travers le port de Mombasa, à présent que le pays est enclavé.

A la lumière de ceci, le gouvernement du Kenya, a contacté l'Union Européenne (U.E) pour financer une étude supplémentaire pour réévaluer le projet. A cette fin, le gouvernement a remis les termes de référence pour l'étude, à l'U. E. l'assistance des bailleurs de fonds sera requise pour financer la réalisation du projet.

Il est prévu que la réalisation du projet coûterait quelque 264 millions de dollars U.S. Les autres bailleurs de fond et institutions financières

sont: ADB (la Banque DANIDA (Danemark) DGIS (Pays Bas); KFW (l'Allemagne); Africaine de Développement); CIDA (Canada); Chine; Italie; Japon = JICA; ILO = BIT ASSIST = L'agence Internationale le ABIT Aest impliqué dans la promotion des méthodes basées sur le travail, dans les régions Orientales et Australes de l'Afrique. La Suisse (SDC) pourvoie une partie du financement qui est employé pour conduire les programmes du BIT à l'institut de la technologie pour les autoroutes et les immeubles du Kenya. ODA RU (Grande Bretagne); Arabie Saoudite; SDC (Suisse); SIDA (Suède); USAID (Etats Unis); Banque mondiale - en sont entre autres pourvoyeuses en la matière.

Bien entendu, sans oublier le secteur ferroviaire qui s'inscrit dans le cadre de la II^{ème} Décennie du Transport et de Communication des Nations - Unies (1991 - 2000).

Pourtant, dans beaucoup de cas, les voies ferroviaires africaines doivent être capables de maintenir un rôle essentiel en vue de satisfaire une partie de la demande du transport, spécialement en ce qui concerne le transport des masses et de longue distance si elles mènent leurs activités dans le cadre d'une politique de transport appropriée et font des changements fondamentaux dans leur système de gestion.

L'utilisation des containers dans le commerce international a considérablement augmenté lors de la dernière décennie et continuera à augmenter jusqu'en 2000. Les chemins de fer doivent être en mesure dans beaucoup de cas, de jouer un rôle important dans le transport terrestre de longue distance par containers, particulièrement pour le trafic en transit entre les ports et les pays enclavés.

Pour terminer, disons qu'avec la fin des élections et la nomination d'un nouveau Ministre des Finances, le Kenya a invité le Fond Monétaire International à apporter son assistance d'appui à nombre de ses projets de développement. technologies qui a mis en lumière l'importance de l'investissement étranger pour le processus du transfert des technologies.

Les experts financiers ont répondu à l'invitation du gouvernement du Kenya afin de savoir comment et quand le Kenya a prévu de mettre en oeuvre les réformes économiques permises, après les élections générales.

Les élections du 29 / 30 Décembre à reconduit Daniel Arap Moi au pouvoir pour un autre mandat de cinq ans. ■



Ethiopie

Projet de développement intégré - WARDIS/SERP

L'Ethiopie est délimitée à l'Ouest par le Soudan, au Nord par l'Erythrée, à l'Est par Djibouti et la Somalie et au Sud par le Kenya. Sa superficie est de 1.221.900 Km², tandis que sa population était estimée à 58 millions d'habitants avec une densité de 46 habitants/km², un taux de croissance démographique annuel de 3,1 % et plus de 73 % de population active dans l'agriculture.

L'économie éthiopienne reste dominée par l'agriculture. En 1992, 1993 et 1994, le PIB était respectivement de 24,0 ; 25,9 et 31,7 milliards de Birr.

La population active éthiopienne, y compris celle de l'Erythrée il y a cinq ans était estimée à 20.320.000 d'habitants dont 12761.000 d'hommes et 7.559.000 de femmes.

Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois l'Ethiopie. Il s'agit de l'IGAD, du COMESA et de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe.

L'Ethiopie a été et demeure pour longtemps encore un pays essentiellement agricole et son économie est directement tributaire des ressources agricoles obtenues par des méthodes très souvent archaïques.

Suite à l'existence des potentialités agricoles, les institutions agricoles d'Ethiopie ont formé un nombre important d'agronomes. Malgré certaines tentatives timides de ces agronomes d'introduire des méthodes modernes pour le développement agricole, beaucoup reste encore à faire pour permettre au pays d'accéder au niveau des autres pays ayant fait leur preuve dans le domaine de l'agriculture.

Parmi les grands projets conçus et mis en oeuvre se trouve le programme SAERP/WARDIS qui fait lui-même partie du SAERT, initialement établi en 1993 dans la Région du Tigray en vue d'étendre l'irrigation dans les régions arides grâce à la construction de 500 micro barrages. Face au problème crucial de grande ampleur créé par le

développement rural et la sécurité alimentaire, tout comme par l'action limitée du SAERP, le Woreda Agriculture and Rural Development Integrated Services (WARDIS) a été initié avec pour tâche principale d'accorder l'attention aux écologies dans les basses terres, tout en tentant de résoudre le problème posé dans les régions arides. Le programme WARDIS utilise, en effet, le système d'organisation décentralisé, ce qui fait que depuis le début de son fonctionnement, ce programme s'efforce de réaliser quatre objectifs principaux qui sont la hausse de la production, la participation, la mise en place des capacités et la réhabilitation de l'environnement.

Le programme SAERP/WARDIS fonctionne pleinement dans le cadre de la nouvelle politique de la République Fédérale Démocratique d'Ethiopie sur la base "étape par étape". A l'heure qu'il est, des commissions SAERP ont été établies dans plusieurs régions d'Ethiopie. Ceci est, en fait, la réalisation primordiale de l'assistance de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (C.E.A.) à l'Ethiopie. Unique dans son genre de coopération entend avec l'Etat, cette assistance est reconnue d'emblée par les gouvernements de la Fédération et des Régions d'Ethiopie.

Les réalisations accomplies en Ethiopie par le programme SAERP/WARDIS durant les quatre dernières années sont multiples. Plus de 150 publications à orientation technique ont été produites et plus de soixante dix documents supplémentaires devaient être disponibles avant la fin de 1997. Ces documents doivent servir de base de l'expansion des programmes SAERP/WARDIS dans les régions.

En outre, le programme comprend le déploiement de plus de 200 professionnels multidisciplinaires éthiopiens de haut niveau en service sur le terrain. Des liens ont été établis avec d'autres pays sous forme d'arrangements de coopération technique entre pays développés. Plus de 40 programmes de recyclage de haut niveau ont été organisés par SAERP/WARDIS. Un effort sérieux a été fait sur la façon de contrer le problème du développement de l'élevage dans les régions arides jusqu'ici impropres au labourage et au pâturage. Une étude sur un modèle d'élevage a été achevée pour le Tigray en trois volumes et elle sera renouvelée sous peu dans d'autres régions d'Ethiopie, notamment dans le sud.

Il y a lieu de signaler également que dans le cadre des programmes d'irrigation du SAERP dans les régions du Tigray et d'Amhara plus de 12

millions de journaliers ont été volontairement engagés en 1996 pour la matérialisation des travaux de réalisation des programmes d'irrigation.

Ces programmes d'irrigation ont été réalisés, grâce aussi à la participation d'un total de 15 Chinois et de 9 indiens, experts hautement qualifiés déployés dans les régions du Tigray et d'Amhara. Cette participation des experts étrangers et surtout l'apport de leurs riches expériences et de leurs connaissances techniques fort appréciées et appréciables sont considérées comme étant les garants du succès des programmes du SAERP/WARDIS.

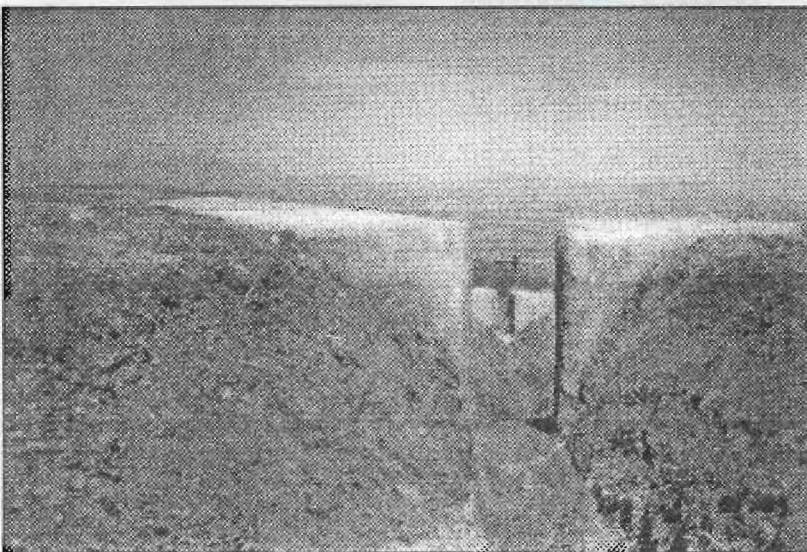
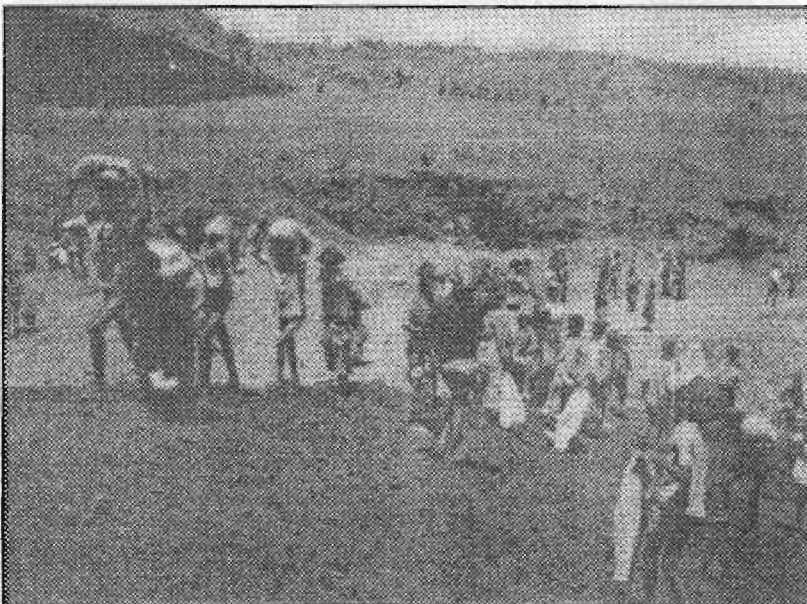
Par ailleurs, les programmes SAERP/WARDIS ont aidé à la mise sur pied d'un réseau national d'information agricole pour relier le centre (Addis-Ababa) avec les régions. Ces programmes sont également appelés à aider le gouvernement éthiopien dans le renforcement et le développement des systèmes de revenus régionaux. Un système de programme de crédit rural à l'intention des bénéficiaires a été développé et est d'ores et déjà opérationnel dans deux régions du pays.

Le SAERP favorise le "Programme de Réhabilitation agricole et l'environnement durable". "C'est un programme de terrain financé par le PNUD

et le gouvernement éthiopien. Le SAERP a débuté dans la Région du Tigray d'Ethiopie en 1993 en tant que SAERT. Le programme SAERP/WARDIS a été en 1995 le résultat de l'expérience de "SAERT" lorsque l'autosuffisance alimentaire a été envisagée dans une période de dix ans grâce à la construction de 500 projets d'irrigation à être établis par phases. Le Programme SAERT a été ainsi le premier programme régional d'Ethiopie amorcé sous le parapluie "du programme de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (C.E.A.) du SAERP (Programme de Réhabilitation agricole et d'environnement durable).

Le SAERP utilise les méthodes techniques de culture par irrigation ou par la construction de petits barrages ou bien par des projets de déviation des cours d'eau pour augmenter les domaines inexplorés de production agricole. Dans le but de rendre réunis les projets d'irrigation les questions d'environnement sont abordées en premier.

La gestion du partage des eaux, (la conservation du sol, le boisement l'anti sédimentation, l'anti-malaria, etc..) sont des mesures prises par un processus de labeur basée sur une large participation communautaire afin de parvenir à une utilisation optimum et saine des ressources hydrauliques.



**Mobilisation de main d'oeuvre sous l'autonomie de la volonté
pour les travaux de micro barrages et d'irrigation**

Le vaste problème de la sécurité alimentaire en Ethiopie, accentué par une grande croissance de population, a donné lieu à la nécessité du cours du programme frère de SAERP appelé le "Service de Développement Agricole et Rural Intégré de Wereda (District)" "Ce programme fonctionne dans des terres écologiques humides et l'impact spatial du programme d'application des énergies technologiques faisant appel à un appui de service international est large. Bien que le programme WARDIS ait été initié pour les terres écologiques humides et à cause de l'énormité du problème des terres écologiques arides du pays, le Programme WARDIS a été volontairement orienté pour aborder les problèmes de régions arides.

Aussi, le SAERP comme le WARDIS ont mis en place un système de données pour toutes les régions arides d'Ethiopie. L'Ethiopie a ainsi obtenu une valeur significative des deux programmes frères initiés par la C.E.A.

Un système de projet de crédit rural qui peut être organisé et géré par les bénéficiaires a été développé avec la coopération des institutions nationales et régionales d'Ethiopie. Ce projet est d'ores et déjà devenu opérationnel dans deux Etats régionaux d'Ethiopie Des séminaires nationaux et régionaux seront organisés sur la manière d'étendre le projet à d'autres régions d'Ethiopie.

Outre l'assistance à l'Ethiopie par l'entremise du SAERP/WARDIS, il existe aussi d'autres programmes de la C.E.A. qui fournissent de l'assistance à l'Ethiopie. La C.E.A. continue également d'organiser de stage semestriel sur les politiques et les stratégies des étudiants diplômés de

l'Université d'Agriculture d'Alemaya. La C.E.A. continue aussi de fournir ses professionnels de haut niveau pour donner conseils et examiner les étudiants diplômés. Ceci est un programme qui se poursuit.

Comme il a été indiqué auparavant, il est plus que certain que les programmes SAERP/WARDIS vont systématiquement modifier la vie rurale dans l'arrière pays exposé pour de très longues années aux caprices du climat et aux négligences des hommes. ■



UNOPS (Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies) Programme de réhabilitation

Le Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies - UNOPS - a été créé en 1973 pour l'exécution des projets interdisciplinaires par le programme des Nations Unies pour le Développement. UNOPS gère des ressources des projets pour aider les nations en développement et les pays en transition dans la recherche de la paix, la stabilité sociale, la croissance économique et le développement durable. En s'engageant ainsi dans le cycle de projet, le Bureau contribue à formuler les stratégies de mise en oeuvre, prépare les plans d'action, s'electonne et recrute les ressources humaines nécessaires. Il étudie les marchés nationaux et internationaux qui sont à la recherche de partenaires, et des produits de la plus haute qualité. Le bureau négocie et supervise les accords contractuels, organise et administre les programmes de formation, gère les ressources financières, révisé les plans et contrôle l'avancement et les résultats de projets. Cela ne relève pas de la compétence d'une Agence spécialisée individuelle de l'ONU, ainsi que des projets exigeant des capacités générales de gestion plutôt qu'une expertise sectorielle spécialisée.

Le bureau de l'UNOPS - à Nairobi assure la supervision et l'administration des prêts des projets financés par le FIDA (Fonds International de Développement Agricole) principalement en Afrique de l'Est. Il est également responsable de l'amélioration des capacités de gestion des nationaux affectés aux projets.

Concrètement à l'actif de l'UNOPS - s'inscrit à l'ordre du jour entre autres la lutte contre la pauvreté. Les établissements humains dans le cadre de l'Habitat - est l'un des aspects prioritaires. En effet, la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains - (Habita II) qui s'est déroulée à Istanbul du 3 au 14 juin 1996, a mis en lumière l'immense défi que constitue la croissance explosive des villes et a réclamé un "abri pour tous".

La deuxième Conférence des Nations Unies sur le thème de l'habitat, organisée vingt ans après, celle de Vancouver, a eu pour toile de fond la croissance rapide et inquiétante des villes. En 1900, une personne sur dix vivait en zone urbanisée. Cette proportion était passée à trois personnes sur dix en 1948 et dès l'an 2000, la moitié de la population mondiale sera

constituée de citadins. Le chiffre devait atteindre 60 %, un quart de siècle plus tard.

C'est l'Afrique qui enregistre actuellement la croissance urbaine la plus rapide: elle ne comptait, en 1950, qu'une seule ville de plus d'un million d'habitants et pourrait, selon les prévisions de Nations Unies, en compter une soixantaine d'ici à la fin du siècle.

Selon le rapport sur le développement humain, et le dossier consacré à ce sujet par l'Union Européenne, le processus d'urbanisation est la conséquence directe d'une croissance démographique rapide. Si les villes étaient jadis associées aux concepts de développement économique, d'innovation et de propagation d'idées nouvelles, elles évoquent davantage aujourd'hui la pauvreté urbaine, la dégradation de l'environnement, les mauvaises conditions d'hygiène et diverses menaces pour la santé.

De manière assez paradoxale, les pauvres des villes s'appauvrissent encore lorsque la situation économique s'améliore. Dans un article de Jeremy Scabrook, auteur

d'article intitulé «Survie de plus en plus difficile dans la jungle de béton», il rappelle que l'accélération du développement, liée à une forte croissance économique et une migration accrue vers les villes, a entraîné la hausse spectaculaire du prix des terrains dans la plupart des grandes agglomérations. Les enclaves prospères sont protégées des taudis par des points de passage contrôlés, des gardes et des clôtures - comme s'il s'agissait d'une frontière étrangère. Seule une intervention de l'Etat,

plus nuancée et plus positive qu'elle l'a été jusqu'ici, permettra à la population de s'aider elle-même. Le secrétaire général de la Conférence Habitat - Wally N'Dow, a mis l'accent sur les solutions locales. La réunion a-t-il dit - faisant allusion à celle relative d'Istanbul a reconnu, la mutation mondiale des modes de vie et la nécessité de rechercher des solutions à l'échelon local.

Bien que la Conférence - d'Istanbul - il y a un an et demie

de cela, ait été axée sur les centres urbains, Habitat II a souligné dans ses conclusions l'importance des liens entre la ville et la campagne. Les établissements ruraux et urbains sont interdépendants, précise la déclaration finale et les gouvernements doivent veiller à étendre des infrastructures et des possibilités suffisantes vers les régions rurales afin d'en renforcer l'attrait et, partant, d'en limiter l'exode. Les conclusions font également mention de la nécessité de multiplier les emplois et les logements dans ces régions. ■



Region des grands Lacs

Le système de transport est essentiel pour chaque système économique national. C'est aussi une source d'échange extérieur. Chacun des pays de ce grand ensemble est un lieu de trafic de transit qui leur rapporte des devises. L'infrastructure de transport reste une contrainte majeure à la promotion du commerce régional car elle constitue un lien étroit entre les pays des grands Lacs.

A la suite d'un sommet à Kinshasa du 10 au 12 août 1997 des Présidents de la République Démocratique du Congo (RDC), de la République du Rwanda et de la République d'Ouganda, il a été convenu d'améliorer le transport et les communications entre les pays de la Région des Grands Lacs dans le but de favoriser le commerce, le tourisme et la coopération socio-économique dans la région en général et entre la RDC, la République du Rwanda et l'Ouganda en particulier. Une attention spéciale a été accordée au transport de surface comprenant les routes, le rail et le transport maritime.

Il a été convenu de former un groupe de travail technique conjoint comprenant des ingénieurs et des économistes/planificateurs de transport,

provenant des Ministères concernés des trois pays pour aboutir à des détails de coopération avec considération au transport de surface. Le Groupe a tenu sa première réunion à Entebbe en Ouganda, entre le 25 et 26 août 1997.

Ce groupe de travail a désigné une Unité de Coordination de trois personnes pour le suivi de ses décisions. Cette unité de Coordination dont le mandat a été fixé à un an a été présidée par l'Ouganda.

Les transports et les Communications ne constituent pas un secteur directement productif. Mais ils remplissent essentiellement un rôle de soutien aux secteurs productifs des économies des pays, en particulier: l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Les événements de la région des Grands Lacs occupent de façon continue le devant de l'actualité internationale. Comme l'a défini une analyse du PNUD - la région des Grands Lacs est une sorte de vitrine des aléas de l'action onusienne dans le monde des "urgences complexes".

Il y a lieu de souligner que la plupart des pays qui

composent cet ensemble ont pourtant des affinités culturelles, linguistiques et économiques communes qui constituent un atout pour la coopération sous-régionale. Face à cette réalité, décideurs et opérateurs économiques ensemble avec des représentants concernés des Nations-Unies ont réanimé la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs. La survie de cette OG, comme celle de toutes les autres, dépend au premier chef de la bonne volonté des Etats de la Région.

La sous-région des Grands Lacs constitue un ensemble géographique homogène, situé au carrefour de l'Afrique Centrale, Orientale et Australe. Les six états qui la composent: Kenya, Burundi, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et la République Démocratique du Congo couvrent une superficie de 4.160.057 km², avec une population estimée à ce jour à 132 millions d'habitants.

C'est ainsi qu'à l'ouverture de la réunion de Concertation Tripartite sur les projets intégrateurs de la sous-région des Grands Lacs qui s'était tenue à l'hôtel Intercontinental de Kinshasa (République Démocratique du Congo) - il y a déjà plus d'un an, le Directeur du Centre de Développement sous-régional pour l'Afrique de l'Est (CDSR-AE) - de la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique, Monsieur Peki Kana KWALA avait souligné que " Cette fin de

siècle est caractérisée à la fois par une accélération du processus de mondialisation et de libéralisation de l'économie, et l'émergence ou la consolidation des blocs commerciaux, y

compris dans les pays développés. Cette nouvelle orientation de l'économie mondiale impose aux Etats africains en général et ceux de la

sous-région en particulier, de bâtir des espaces économiques viables pour briser le cercle vicieux de l'exiguïté des marchés nationaux de la dépendance extérieure et de la pauvreté". ■



Les institutions Sous-égionales de coopération et d'Intégration Autorité Intergouvernementale pour le développement (IGAD)

Sept pays de l'Afrique de l'Est sont membres de l'IGAD: Djibouti, Ethiopie, Erythree, Kenya, Somalie, Soudan, et l'Ouganda. L'ancienne appellation IGADD- "Autorité Intergouvernementale pour la Sécheresse et le Développement" - a été transformée à la suite du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat de ce groupes de pays - en "Autorité Intergouvernementale pour le Développement "IGAD" le 21 mars 1996.

Ces sept pays précités couvrent ensemble une superficie de 5.2 million de km² pour une population totale de plus de 140 millions d'habitants. Le taux de croissance moyen de population de 3 % est le plus élevé du monde. La moitié de cette population est âgée de moins de 14 ans. Ce grand ensemble de pays est victime de sécheresse, le plus souvent cyclique qui gêne le développement de l'élevage et la production agricole. La dégradation de l'environnement résultant des conditions naturelles et des désastres causés par l'homme rendent improductives plus de 40 % de la superficie totale de la sous-région de l'IGAD.

L'Elargissement de la coopération entre les états membres de l'IGAD dans le domaine des affaires humanitaires a été clairement défini dans la Déclaration de coopération et de Programme d'Action aux termes des travaux du Sommet des Chefs d'Etat de la Corne de l'Afrique en 1992. Les participants avaient fait remarquer qu'ils se réunissaient parce que ils avaient la ferme conviction que les problèmes humanitaires auxquels étaient exposés les peuples de la sous-région, loin de s'atténuer, s'aggravaient aux fils des ans. Depuis cette date, nombre de projets et d'activités élargies sont mis à exécution. Dans cet ordre d'idées, une dizaine de programmes et projets dont certains en phase de réalisation - s'inscrivent dans le cadre des "Priorités" des "Priorités". Il s'agit notamment de la construction des routes de dessertes et d'interconnexion - de la consolidation du réseau ferroviaire dans la sous-région, du développement de l'infrastructure maritime, de télécommunication, de la Protection de l'Environnement et de la Sécurité Alimentaire. Sans oublier la mise en place des capacités ayant trait à la Prévention, Résolution et Gestion des Conflits. Cet aspect

particulier de l'IGAD - a constitué un atout dont ont su saisir les bailleurs de fonds - pour un meilleur cadre de Coopération, de paix et de stabilité dans cette partie du Continent.

Notons que de 1986 à 1991 - les activités de l'IGAD avaient été axées sur la définition des grandes stratégies découlant du mandat. De 1992 à 1996, elles portaient sur la formulation et la mise en oeuvre d'un premier plan quinquennal de programmes et projets relatifs à la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la lutte contre la désertification. Une dizaine de programmes

Un des projets d'envergure est l'amélioration des raccordements du réseau PANAFTEL qui couvre les pays de l'Afrique Australe et le l'Afrique de l'Est. Ce raccordement part de l'Afrique du Sud jusqu'en Ethiopie, Erythrée, Djibouti et Somalie (Berbera- Hargeisa). Le Secrétariat de l'IGAD - accorde une grande priorité à ce projet.

Au cours des discussions, le Programme d'Initiative Régionale de l'aide de la Communauté Européenne à

l'Afrique de l'Est a été conçu, en accord avec l'article 160 de la Quatrième Convention de Lomé tel qu'il a été révisé par l'accord signé à Maurice le 4 novembre 1995 (appelé plus tard "Quatrième Convention de Lomé") pour la partie correspondante à l'application du deuxième protocole financier.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement peut contribuer à partir des ressources qu'elle gère en conformité avec les critères et les statuts de la Banque et des dispositions des articles 233 et 236 de la Quatrième Convention de Lomé, au financement des projets d'investissements productifs de nature régionale, particulièrement les projets d'infrastructure comprenant le transport, les télécommunications et l'énergie.

A l'issue d'une réunion du Groupe Consultatif le 11 décembre dernier, les pays donateurs ont promis une aide de 1 milliard de \$ U.S en prêts pour financer les programmes de développement en 1998.

Coopération est - Africaine (EAC)

Les trois chefs d'Etat ont, depuis leur réunion à Nairobi le 22 novembre 1991, travaillé sur la possibilité de ressusciter la défunte Communauté de l'Afrique de l'Est dans un style et une forme différents en tant que Coopération de l'Afrique de

l'Est (EAC). Le 30 novembre 1993, les trois Chefs d'Etat ont signé le protocole créant la Coopération de l'Afrique de l'Est avec un accord établissant la Commission Tripartite Permanente. Le protocole établissant le Secrétariat de la Commission avec le siège à Arusha a été signé le 26 novembre 1994. Le Secrétariat de la Coopération de l'Afrique de l'Est a été créé le 14 mars 1996 à Arusha avec un personnel compétent pour l'application des objectifs de la EAC.

La EAC a été mise sur pied entre autres pour réaliser les objectifs suivants: (a) Consolider la coopération pour créer un développement équitable et partant élever le niveau et la qualité de vie de ses populations; (b) Promouvoir l'utilisation soutenue des ressources naturelles de la région et la protection effective de l'environnement; (c) Elever le rôle de la femme dans le développement; (d) Promouvoir la paix, la sécurité et le bon voisinage dans la région.

La stratégie a été de s'attaquer aux questions d'importance économique à la région dans une approche sectorielle. Depuis l'installation du Secrétariat en mars 1996, à Arusha en Tanzanie, deux réunions de la Commission avaient eu lieu, la première en décembre 1996 et la seconde en avril 1997 pour approuver les propositions d'action soumises au Secrétariat par les Comités

d'experts des divers et importants secteurs économiques. Les points les plus marquants du progrès fait par la CAE peuvent se résumer ainsi:

- (a) Harmonisation des politiques fiscales et monétaires: Les Ministères responsables pertinents ont convenu sur la convergence des paramètres macro-économiques suivants; (i) Réalisations de niveau de croissance réel soutenu du PIB au moins à 6% annuellement en l'an 2000, Maintenir des taux d'échanges déterminés d'un marché stable.
- (b) La Banque Est-Africaine de Développement est convenue avec d'autres banques de développement en Afrique de l'Est pour fournir les fonds nécessaires destinés à des projets et que la Banque de Développement de l'Afrique de l'Est devenait la banque principale dans la Coopération de l'Afrique de l'Est.
- (c) Les autres questions qui ont commencé mais encore en réexamen comprennent: (i) Emploi et douanes; (ii) Emploi et Mouvement syndical; (iii) Défense et Sécurité Inter-Etats; (vi) Présidents des Assemblées nationales/Parlements.

A la lumière de ces observations, la priorité de la EAC est de superviser l'application des

décisions déjà prises. La EAC, dans la poursuite de l'accomplissement des objectifs et des stratégies mis en place, doit continuer son rôle

La réunion en octobre 1996 a recommandé la promotion conjointe du commerce et de l'investissement par: (i) des séminaires conjoints cibles sur les pays étrangers - un tel séminaire ayant eu lieu au Royaume Uni en novembre 1996; (ii) la tenue des réunions consultatives régulières parmi les IPC "Investment Project Centre"; (iii) la promotion conjointe de l'Afrique de l'Est en tant que marché unique par les divers centres d'investissements pour les projets (IPC).

Les IPC ont convenu lors de leur réunion de mai 1997 sur la promotion des initiatives sur l'investissement local et étranger comme suit:

- Octobre 1997 le IPC du Kenya coordonne le séminaire régional à Nairobi.
- Mars 1998 le IPC du Zanzibar coordonne le séminaire régional à Zanzibar.
- Octobre 1998 le IPC de l'Ouganda coordonne le séminaire régional à Kampala
- Novembre 1998 les trois IPC coordonnent par l'entremise du Secrétariat de l'Afrique de l'Est un séminaire étranger à Kuala Lumpur (Malaisie)

- Mars 1999 le IPC de Tanzanie coordonne le séminaire régional à Dar es Salaam.

Les IPC ont également approuvé une proposition pour la publication d'une brochure de promotion d'investissement local à être créée par le Secrétariat de la Coopération de l'Afrique de l'Est à apparaître en juin 1998. Rappelons pour terminer, la requête du Secrétariat de la Coopération de l'Afrique de l'Est afférente à une assistance pour une étude d'évaluation des ports du Lac Victoria. Cette requête a été adressée au "Centre de Développement Sous-Régional de l'Afrique de l'Est. (CDSR-AE). En effet, le Lac Victoria dispose des ports pour les marchandises dans le sud à savoir: Kisumu, Jinja, Port Bell, Bukoka, Kemonds Bay et Mwanza Sud et port du sud pour les passagers: Mwanza Nord et Musoma. Étude d'évaluation de tous ces ports a pour objectif: - Etablir la situation opérationnelle exacte des ports et - Identifier les besoins de ces ports pour les rendre plus opérationnels. Pour répondre à cette requête, le Centre de Développement Sous-Régional de l'Afrique de l'Est (CDSR - AE) a déjà pris les dispositions nécessaires pour envoyer sur le terrain, une équipe composée d'un expert et d'un consultant pour mener l'étude des ports du Lac Victoria.

Le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe

Le COMESA

Le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe —COMESA— a été créé en décembre 1994 pour remplacer la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe —ZEP—, qui avait existé depuis 1981. Le Traité de la ZEP prévoyait lui-même la transformation en marché commun dix ans après sa création. La mise en place d'un Marché commun est donc une évolution logique à partir de la zone d'échanges préférentiels.

Les buts et objectifs du Marché commun sont la réalisation d'une croissance durable et du développement des Etats membres, par le développement des structures de production et de commercialisation; la promotion et l'adoption conjointe de politiques et programmes macro-économique; la promotion de l'investissement étranger, transfrontière et local; ainsi que la promotion conjointe de la recherche et l'adaptation de la science et de la technologie au développement; ainsi que le renforcement des relations au sein du COMESA et avec le reste du monde.

Le COMESA est en train de réaliser ses objectifs, tels qu'indiqués dans le Traité, en mettant en oeuvre les programmes en matière d'industrie, d'énergie, d'environnement, de transport et communications, d'harmonisation macro-économique, d'agriculture, de paix et de sécurité, de bonne gouvernance, d'intégration sociale et culturelle, ainsi que le renforcement des capacités.

Toutefois, la réalisation du mandat intégral du Traité du COMESA est un objectif à long terme. Pour que le COMESA devienne plus efficace en tant qu'institution, il a défini ses priorités dans le cadre du mandat qui lui a été donné par le Traité pour ces trois à cinq prochaines années, comme étant la Promotion de l'intégration régionale par le biais du développement des échanges et l'intégration des marchés. Le rôle du Secrétariat du COMESA est d'être l'avant garde de l'assistance aux Etats membres afin qu'ils effectuent les ajustements nécessaires et deviennent une partie intégrante de l'économie mondiale dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce —OMC— et des autres réglementations et accords multilatéraux. Ainsi, à court terme, le COMESA se concentrera sur les programmes et projets visant :

- la libéralisation des échanges et la coopération douanière - notamment la mise en place progressive d'une union douanière et d'un tarif

extérieur commun, la suppression des barrières non-tarifaires, l'adoption d'un régime commun de garantie douanière, la libéralisation de la règle d'origine et la coopération en matière de procédures administratives, commerciales et douanières;

- les aspects administratifs du transport et des communications, afin de rendre plus facile la circulation des marchandises, des services et des personnes entre les pays de la sous-région ;
- la mise en place d'un environnement propice dans lequel le secteur privé peut opérer, et s'assurer que les marchandises et les services soient produits suivant les normes requises, par l'adoption d'une série commune de normes et l'établissement d'un climat stable et sûr pour l'investissement ;
- la création d'un cadre juridique favorable aux affaires dans la sous-région et
- l'harmonisation des politiques macro-économiques et monétaires.

Il existe d'autres organisations régionales auxquelles appartiennent certains Etats membres du COMESA, à savoir la EAC —Coopération de l'Afrique de l'Est—, l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement —IGAD— et

la Commission de l'Océan Indien. Ces organisations incluent également à divers degrés dans leurs objectifs la promotion de la coopération et de l'intégration régionales. Le but du COMESA est de contribuer au processus de l'intégration régionale et du développement économique régional en oeuvrant ensemble et en coopérant totalement avec ses Etats membres et les autres organes régionaux auxquels sont affiliés ces Etats membres, ainsi que de consolider les réalisations qu'il a déjà atteintes dans ses domaines prioritaires.

Le COMESA, en tant qu'organisation, fait en ce moment l'objet de transformation fondamentale, y compris la restriction éventuelle de l'organisation pour tenir compte de la nécessité de classer les activités du COMESA par ordre de priorité afin qu'elles traduisent l'urgente nécessité pour la région du COMESA de s'intégrer davantage dans l'économie mondiale; et

L'article 173 du Traité du COMESA spécifie entre autres que les dispositions du Traité doivent être réparties en priorités sur base de programmes exhaustifs et mesurables, avec des objectifs d'exécution clairs et des mécanismes efficaces d'évaluation. Dans le passé, les programmes de travail du COMESA n'ont pas rempli de façon adéquate ces conditions. Le Secrétariat est actuellement en train d'élaborer un programme de travail " basé sur

les activités " plutôt que " basé sur les secteurs " afin de s'en tenir aux exigences du Traité.

L'élément catalyseur du programme du COMESA est la promotion et le développement du commerce. D'autres programmes sectoriels dans les domaines de l'industrie, de l'énergie, de l'environnement, des transports, des communications et de l'agriculture viennent en appui à la libéralisation et à la promotion du commerce ainsi qu'aux réductions tarifaires. Il sera élaboré des programmes spécifiques dans ces secteurs dès que leur impact cynégétique deviendra crucial pour le succès du programme directeur. La mise en oeuvre simultanée de programmes qui soutiennent le secteur principal qu'est le commerce signifie que tous les pays peuvent en bénéficier.

Le Programme de travail tient compte du fait qu'il existe d'autres organisations sous-régionales au sein de la région du COMESA qui mettent en oeuvre les programmes complémentaires. Grâce aux échanges d'information avec ces organisations sous-régionales, le Secrétariat du COMESA est en mesure de suivre et d'évaluer l'impact des programmes relatifs au processus d'intégration économique.

Dans le cadre de ses activités, COMESA compte organiser sa première foire Commerciale en 1998. Quant à la troisième de la Conférence de COMESA, elle est prévue en mars 1998.

La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL)

La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) a été créée le 20 septembre 1976.

Elle regroupait à l'époque trois pays: le Burundi, le Rwanda et la République Démocratique du Congo (RDC).

La région des Grands Lacs s'étend aujourd'hui - à trois autres pays - qui sont : l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie. Historiquement, les trois états qui ont constitué la création à l'origine de la CEPGL - avaient été administrés par la même puissance coloniale. Cet héritage commun des points de vue juridique, économique et administratif ont été déterminants dans l'initiative de cette organisation intergouvernementale.

La volonté exprimée par les fondateurs de la Communauté a été et demeure l'intégration économique en tant que moyen et cadre de résolutions de problèmes communs de développement économique et social.

Dans le cadre de l'espace économique de marché qui se met en place - en Afrique - les Etats membres de cette institution se sont engagés dans un

vaste programme de libéralisation, de rétablissement des équilibres macro-économiques avec un désengagement de l'état, une plus grande implication du secteur privé dans les activités de production - et un renforcement du processus d'intégration, dans la perspective de la Communauté Economique Africaine instituée par le Traité d'Abuja.

La CEPGL - a mis en place un certain nombre d'institutions spécialisées dans les domaines prioritaires tels que l'énergie, la recherche scientifique, la formation et la valorisation des ressources humaines et le financement du développement. Eu égard ce dernier point - la CEPGL - a mis sur pied la Banque de Développement "BDEGL". Pour cette institution, la tâche primordiale est de promouvoir le développement économique et social des Etats membres et la coopération en finançant des projets communs, communautaires ou nationaux, publics ou privés. Conformément aux objectifs de la Communauté, la BDEGL est appelé à mobiliser les ressources financières intérieures et extérieures, fournir aux Etats et aux opérateurs économiques l'assistance technique et financière dans les études, dans préparation et l'exécution des projets.

Sur plus d'une soixantaine d'accords, de conventions, de protocoles et autres textes communautaires, plus d'une

cinquantaine sont déjà appliqués ou sont en cours de réalisation. Ce qui exprime par dessus tout, la volonté des états membres de promouvoir une véritable coopération régionale, en dépit de nombreuses difficultés auxquelles ils peuvent être confrontés à un moment donné ou à un autre.

L'Organisation du Bassin de la KAGERA - (OBK)

C'est une organisation à objectifs spécifiques. L'OBK regroupe l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Elle a pour vocation essentielle la gestion et la mise en valeur des ressources du bassin de la rivière Akagera. Ses programmes et projets portent donc essentiellement sur le développement du potentiel hydrique et hydroélectrique de ce cours d'eau, la promotion des activités agricoles, pastorales et forestières, la production d'engrais et de fertilisants, l'exploitation de la tourbe, les transports et communication, la protection de l'environnement et le tourisme. La nature et l'étendue de juridiction de l'OBK au bassin du fleuve n'en limitent pas la dimension de ses activités. Elle s'intègre en effet pleinement dans les politiques et stratégies régionales, notamment dans les domaines de la pêche, des transports et communications et surtout de l'énergie. C'est ce dernier point, qui retiendra ici notre attention. Qui dit bassin,

dit énergie. La politique sous-régionale en matière énergétique est orientée prioritairement vers la mise en valeur de l'exploitation en commun du potentiel hydroélectrique qui représente ici plus que partout ailleurs sur le continent, un atout considérable.

De nouveaux plans directeurs nationaux d'électrification ont été élaborés dans les états membres pour augmenter la production, avec comme principal critère d'appréciation la rentabilité financière des projets (environ de 10 % selon les normes suggérées par la Banque Mondiale et dans la perspective d'une interconnexion des réseaux électriques nationaux)

Il y a de quoi quant on songe que le continent africain présente, un très faible niveau de consommation d'énergie par tête d'habitant avec 12 % de la population mondiale. Sa part dans la consommation d'énergie ne dépasse pas 3 %. Si plusieurs régions du continent disposent d'un important potentiel énergétique, celui-ci n'est pas mis suffisamment en valeur souvent par manque de capitaux de mécanismes et de structures communes de coopération et d'intégration.

C'est ainsi que les pays concernés se sont concertés en vue d'instituer des regroupements sous-régionaux pour une utilisation rationnelle et efficiente des quelques moyens

disponibles. L'interconnexion des réseaux électriques est ainsi apparu comme l'une des formes de coopération les plus appropriées pour relever les défis en matière énergétique.

Les projets à réaliser peuvent être répartis sur le moyen et le long terme. Entre 1996 et 2001 - les priorités seront: (a) l'interconnexion des réseaux Ouganda-Rwanda d'une longueur de 270 Km (132/110KV); (b) l'installation d'une turbine à gaz de secours à Kigali - d'une puissance de 10 MW fonctionnant à gasoil (c) l'aménagement de Rusumo Falls sur la rivière.

Akagera avec construction de la centrale et de transformateur: 110 KV Rusumo - Rwanda; 110 KV Rusumo - Burundi; 220 KVRusumo - Mwanga (Tanzanie); 220 KV Rusumo - Ouganda.

L'Etude réalisée par TRACTEBEL sur le projet de centrale de Rusumo Falls a fait ressortir, entre autres, un taux de rentabilité exceptionnel (94 %) et des bénéfices actualisés considérables. A moyen terme - pour le cas du Rwanda - il faudra réaliser une centrale thermique exploitant le gaz méthane du Lac Kivu. Sur le long terme - au delà de l'an 2001 - les objectifs porteront sur l'aménagement complet d'INGA - en République Démocratique du Congo (RDC) avec une puissance totale de 42.050 MW.

Avec de complexe, plusieurs interconnexions sont envisagées:

- RDC - Congo - Gabon
- RDC - Egypte avec prolongement vers la Maghreb via la Libye
- RDC - Afrique du Sud via l'Angola et la Namibie

- et le renforcement de la liaison RDC - Zambie.

La réalisation dans le temps de tous ces projets devrait s'accompagner d'un certain nombre d'actions de nature à optimiser les investissements. L'intervention des investisseurs privés sera organisée par et avec les sociétés d'exploitation existantes, selon des modalités à convenir, parmi celles actuellement utilisées pour ce

type de réalisation. Les états de la sous-région et leurs institutions de la coopération entendent donc, en plus de l'assistance des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, orienter leurs efforts, vers une forte mobilisation des investisseurs privés et un recours aux marchés financiers. Le coût total estimé pour la réalisation de ces projets prioritaires (1995 - 2001) s'élève aux environs de 270 millions de \$ US. ■